

NOTE DE CONJONCTURE *Troisième trimestre 2011*

La région rattrapée par le retour de la crise

CONTEXTE RÉGIONAL

Le troisième trimestre de l'année 2011 signe le retour de la crise dans la région Poitou-Charentes. C'est d'abord l'emploi qui en pâtit. Les destructions d'emplois salariés dans la sphère marchande touchent dès à présent le secteur de la construction et celui du commerce. L'emploi intérimaire est déjà significativement affecté. Pour le prochain trimestre, on attend une généralisation du mécanisme de réduction de main-d'œuvre salariée aux autres secteurs d'activité.

L'aggravation du taux de chômage localisé est l'une des conséquences des pertes d'emplois salariés. Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) s'intensifient. Au troisième trimestre les femmes et les plus de cinquante ans ont forgé presque entièrement le nouveau contingent de demandeurs d'emploi. Le chômage de longue durée s'accroît et le halo du chômage s'amplifie également.

Les créations d'entreprises durant l'été 2011, toutes formes juridiques confondues, ont été moins fréquentes qu'au deuxième trimestre. Elles obèrent fortement la perspective d'une année 2011 prolifique. Entre les deux derniers trimestres, le déficit de créations se ressent dans les secteurs traditionnellement porteurs, le commerce et la réparation d'automobiles, ainsi que

dans l'hébergement et la restauration. Seul signe encourageant, le recul des défaillances d'entreprises qui montre que les entreprises les plus fragiles, bien que malmenées, s'accrochent pour ne pas disparaître.

Le commerce extérieur enregistre un léger fléchissement du solde régional dû au recul des exportations face à un regain des importations. Les exportations de boissons, emmenées par le cognac, accroissent leur audience à l'étranger. Le renforcement des importations régionales de produits pétroliers (restockage pour l'hiver) a fait pencher la balance extérieure dans le négatif.

L'activité dans le secteur de la construction a tout de même bien résisté grâce aux programmes de logements collectifs. Les mises en chantier sont plus fournies au troisième trimestre qu'au deuxième. Les perspectives d'activité pour ce secteur pour 2012 sont toutefois sujettes à caution. Le marché de l'immobilier tendant actuellement à se retourner.

La période estivale climatiquement très chahutée n'a pas découragé la fréquentation des hôtels. Le nombre de nuitées affiche une progression sensible par rapport à la saison 2010, signe que la région sait profiter de ses atouts touristiques.

CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Durant le troisième trimestre de l'année 2011, la morosité économique de l'espace européen n'a pas perturbé le regain d'activité perceptible dans les autres économies avancées (États-Unis, Japon,...). Si le taux de croissance dans la zone euro reste identique au trimestre précédent (+0,1 %), celui du cercle des économies avancées a progressé au troisième trimestre 2011 à un rythme nettement supérieur au deuxième trimestre (+0,5 % après +0,2 %). Le Japon, dont le potentiel économique s'est reconstitué, affiche une croissance de 1,5 % au troisième trimestre.

Une économie européenne qui tend globalement à décrocher,

Certains pays d'Europe, comme la France et l'Allemagne, ont cependant continué à évoluer dans un contexte commercial et industriel encore tonique mais pour la plupart des autres, l'activité a piétiné, notamment en Italie et en Espagne. Les économies française (+0,4 % après -0,1 %) et allemande (+0,5 % après +0,3 %) ont été soutenues par le net rebond de la consommation des ménages.

En Europe, les perspectives de court terme restent assez pessimistes. Durant l'été 2011, la perte de confiance liée à la crise des dettes souveraines s'est propagée dans la plupart des économies de la zone euro. Les resserrements budgétaires adoptés par les états de l'eurozone pour réduire leur déficit

public vont contraindre le revenu des ménages et leur consommation. L'augmentation des taux de TVA pour juguler les déficits, la dépréciation de l'euro face au dollar avaient entraîné sur la période des mouvements de renchérissement des prix. En France, l'indice des prix à la consommation évolue de +2,5 % sur 2011 (+1,8 en 2010). L'inflation devrait toutefois fortement s'atténuer sur les prochains trimestres.

Le début de l'automne a marqué un durcissement du climat d'affaires qui devrait aboutir à un épisode récessif pour cet hiver. L'intensité en sera variable selon les pays. Ceux du pourtour méditerranéen ayant le plus à craindre. En France les projections s'orientent vers une contraction de l'évolution du PIB* au quatrième trimestre 2011 (-0,2 %) ainsi qu'au premier trimestre 2012 (-0,1 %), avant une faible et hypothétique progression au deuxième trimestre 2012 (+0,1 %).

tandis que l'activité reste tonique dans les autres économies avancées

L'économie française subit d'ores et déjà au troisième trimestre 2011 les conséquences du contexte anxiogène lié au retour annoncé de la crise. Au troisième trimestre, l'emploi tend à se réduire et les nouveaux demandeurs affluent sur un marché du travail peu porteur.

Le raffermissement significatif de l'activité aux États-Unis apporte toutefois une note d'optimisme sur un possible rétablissement dès la fin du premier trimestre 2012.

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

En savoir plus

Eurozone economic outlook - 1^{er} trimestre 2012 - 11 Janvier 2012 - «La zone euro marque le pas».

Insee - Note de conjoncture, décembre 2011 - «La zone euro marque le pas».

Informations rapides - n° 315 - 23 décembre 2011 - «Au troisième trimestre, le PIB accélère (+0,3 % après -0,1 %) tandis que le pouvoir d'achat des ménages est stable (+0,0 % après +0,6 %)».

Informations rapides - n° 317 - 28 décembre 2011 - «À la fin du troisième trimestre 2011, la dette publique s'établit à 1 688,9 milliards d'euros».

Après sept trimestres consécutifs de hausse de l'emploi salarié marchand non agricole dans la région Poitou-Charentes, les signes de retournement de

Le front de l'emploi régional cède à la réalité du climat de pré-crise

l'activité économique, qui s'étaient manifestés depuis la fin du deuxième trimestre, ont fini par se répercuter sur la force de travail salariée.

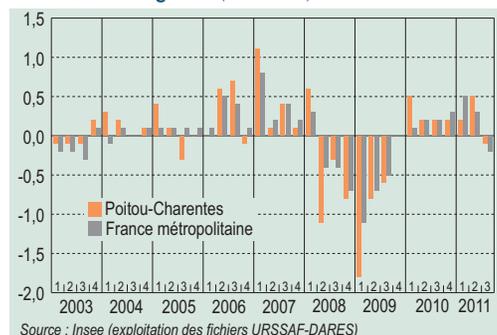
Au troisième trimestre, les destructions d'emplois sont ainsi devenues supérieures aux créations faisant ainsi diminuer l'emploi salarié marchand non agricole de 0,2 %, tout comme dans la région des Pays de la Loire (-0,3 % pour la France métropolitaine). Le volume de l'emploi se contracte en Poitou-Charentes de près de 400 emplois entre les deux trimestres.

Dans la région, tous les grands secteurs d'activité ne sont pas encore touchés par le mouvement de récession et, lorsqu'ils le sont, l'ampleur est variable. Contrairement à un certain ressenti, le secteur industriel confirme une embellie déjà constatée au trimestre précédent. L'emploi y croît globalement de 0,3%, notamment grâce à l'activité dans la fabrication de matériels de transport et dans celle des autres produits industriels. Dans le secteur des services marchands (yc intérim) l'emploi reste stable, bien que l'intérim y présente un fort retrait (-2,4 %) qui pourrait être annonciateur de bien mauvaises perspectives. Les deux autres grands secteurs économiques de la région sont par contre déjà à la peine : les effectifs salariés employés se réduisent dans la construction (-1%), ainsi que dans le commerce (-0,3 %).

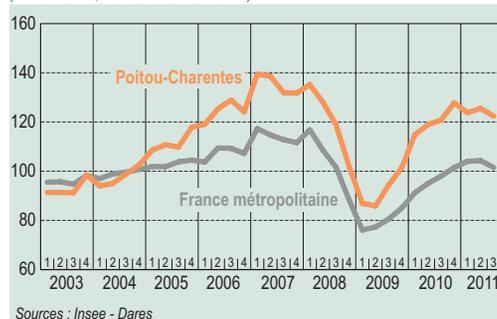
Sur le plan départemental, d'un trimestre à l'autre, les entreprises industrielles de Charente, grâce à leur dynamisme, parviennent à contrebalancer les

pertes survenues dans les autres secteurs d'activité. En Charente-Maritime, seuls les services marchands ont pu maintenir l'emploi et la réduction des effectifs de main-d'œuvre dans les autres secteurs n'a pas pu être compensée. La situation dans les Deux-Sèvres est similaire ; le secteur des services marchands y a toutefois créé significativement plus d'emplois (+0,7 %), mais pas suffisamment pour compenser les pertes enregistrées dans la construction (-1,3 %) et le commerce (-1,2 %). Dans la Vienne, l'industrie a recruté (+0,6 %) ainsi que le commerce. Les autres secteurs d'activité du département ont perdu des emplois.

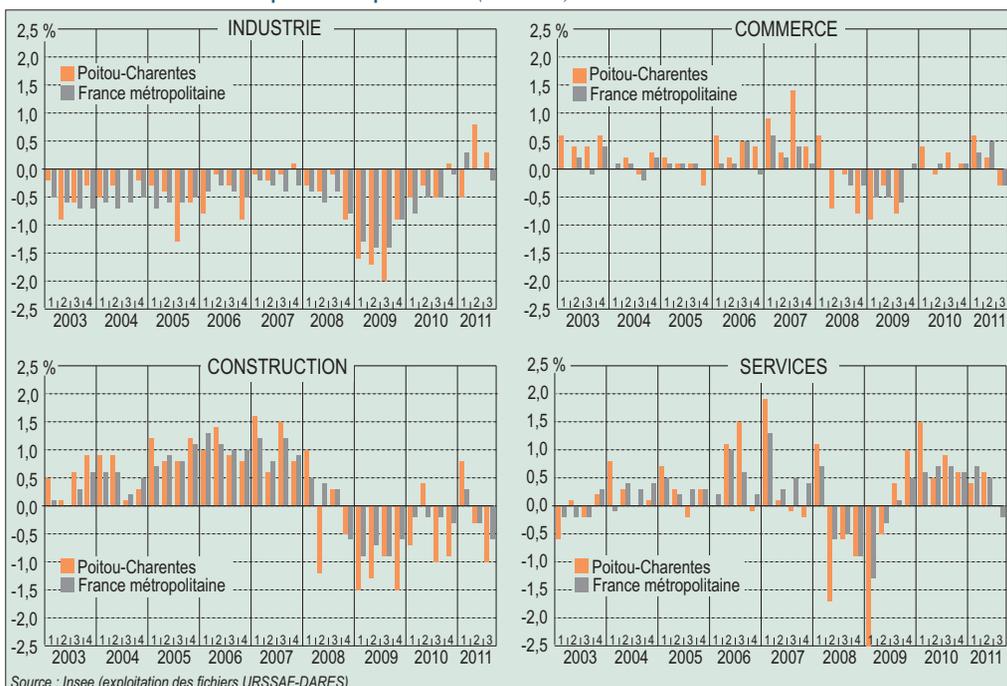
Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand non agricole (données CVS)



Emploi intérimaire en fin de trimestre (données CVS, indice base 100 en 2002)



Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par secteur (données CVS)



CHÔMAGE

En Poitou-Charentes (8,9 %) comme en France métropolitaine (9,3 %), le taux de chômage gagne 0,2 point relativement au deuxième trimestre. Pourtant, depuis 2010, une résorption continue du taux de chômage prévalait.

Une augmentation sans surprise du taux de chômage localisé

Le troisième trimestre de 2011 se voit rattrapé par le reflux de la crise économique, cette fois-ci liée aux dettes souveraines.

La confirmation du renversement de tendance attendue et les perspectives de court terme ne sont pas encourageantes.

Dans ce climat inquiétant de renouveau du chômage, les départements de la région ne sont pas tous logés à la même enseigne. Le taux de chômage ne se dégrade pas en Charente-Maritime, là où il était le plus élevé, et reste stable à 9,9%. Par contre, il gagne 0,1 point dans la Vienne. Et même 0,2 point en Charente et dans les Deux-Sèvres.

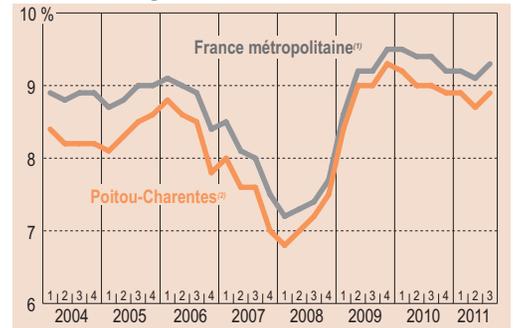
Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A(*) a augmenté de 1 % entre le deuxième trimestre et le troisième de 2011. Cette augmentation

Poursuite attendue de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi

équivaut à l'inscription de 700 personnes supplémentaires pour cette seule catégorie. Ce contingent de nouveaux demandeurs d'emploi est principalement composé de femmes, les hommes ayant été largement moins touchés sur la période.

Les résidents picto-charentais de plus de 50 ans, en recherche d'emploi, contribuent fortement à renforcer le contingent des inscrits. Leur nombre s'amplifie de 6 % entre les deux trimestres. Entre 2011 et 2010 (même trimestre) l'évolution atteint +15 %. L'effet des mesures inhérentes à la réforme des retraites et au relèvement de l'âge minimal de dispense de recherche d'emploi peut constituer des facteurs explicatifs partiels de cette tendance.

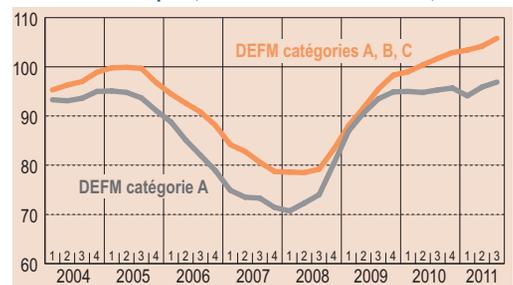
Taux de chômage trimestriel



Source : Insee⁽¹⁾

(1) Taux de chômage au sens du BIT
(2) Taux de chômage localisé

Demandes d'emploi (données CVS, indice base 100 en 2000)



Sources : DIRECCTE - Dares - Pôle emploi

Demandeurs d'emploi en Poitou-Charentes (données CVS)

	T2 2010	T3 2011	T3/T2 (en %)	Glissement annuel (en %)
Catégorie A	68 245	68 945	+ 1,0	+ 1,7
Hommes	34 335	34 340	+ 0,0	+ 4,0
Femmes	33 910	34 605	+ 2,0	- 0,5
Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans	11 660	11 662	+ 0,0	- 4,7
Demandeurs d'emploi de 25 à moins de 50 ans	42 010	41 827	- 0,4	- 0,8
Demandeurs d'emploi de 50 ans et plus	14 575	15 456	+ 6,0	+ 15,5
Catégories A, B, C	112 643	114 338	+ 1,5	+ 4,0
dont inscrits depuis plus d'un an	44 529	45 530	+ 2,2	+ 7,9

Source : Insee, DIRECCTE, Pôle emploi, DARES

L'effectif des demandeurs de «25 à moins de 50 ans» connaît, à l'opposé, une légère amélioration de l'accès à l'emploi. Pour le groupe des plus jeunes, les «moins de 25 ans», leur nombre est resté stable.

La répartition des nouveaux inscrits sur le territoire régional montre, entre les deux trimestres, une progression dans les Deux-Sèvres (+2,8 %) et en Vienne (+2,5 %). La Charente étant moins affectée par le mouvement (+0,7 %), tandis que la Charente-Maritime enregistre une légère baisse de l'effectif des inscrits (-0,4 %).

Dans la région, l'accroissement par rapport au trimestre précédent, du volume des personnes inscrites dans les catégories ABC (*) est de 1,5 %, au niveau France entière il est de 1,8 %. La progression constante, depuis le troisième trimestre 2008, du nombre de personnes inscrites depuis plus d'un an en Poitou-Charentes se poursuit au troisième trimestre à un rythme soutenu.

Avec 22 600 propositions, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi diminue de 2,1 % entre le deuxième et le troisième trimestre. Malgré cette baisse, les offres restent relativement fournies en ces temps de conjoncture difficile. Pour ce qui concerne les troisième trimestres, le volume d'offres enregistré en 2011 est le plus élevé des 5 dernières années.

Les offres durables sont stables par rapport au trimestre précédent, mais restent largement supérieures à celles du 3^e trimestre de 2010 (+14,6 %).

Un nombre d'offres d'emploi qui reste relativement très fourni

Offres d'emploi en Poitou-Charentes (données CVS)

	T2 2010	T3 2011	T3/T2 (en %)	Glissement annuel (en %)
Ensemble	23 085	22 592	- 2,1	+ 4,8
dont offres durables	7 989	8 021	+ 0,4	+ 14,6

Source : Insee, DIRECCTE, Pôle emploi, DARES

La méthode d'estimation des taux de chômage localisés repose sur l'estimation d'une part du chômage local (numérateur) et, d'autre part, de la population active occupée localement (dénominateur).

Au numérateur, le chômage départemental ou régional est obtenu par ventilation du chômage (France métropolitaine) résultant de l'enquête Emploi, à l'aide de la structure géographique observée dans les DEFM de catégorie A à chaque trimestre. Chaque série départementale ou régionale ainsi obtenue est ensuite désaisonnalisée (corrigée des variations saisonnières).

Au dénominateur, le calcul des populations actives s'appuie, à partir du second trimestre 2011, sur les estimations annuelles d'emploi 2008 au lieu de résidence issues du nouveau dispositif « Estel ». Ce changement a induit des révisions de la population active plus ou moins marquées selon les départements. Le concept d'emploi retenu pour les estimations annuelles d'emploi issues d'Estel est un concept dit « BIT répertorié ». On mesure l'emploi de la dernière semaine de l'année (BIT) déclaré dans les sources administratives (répertorié). Pour le calcul du taux de chômage, l'estimation du nombre d'actifs occupés par région et département est calée sur le nombre d'actifs estimé par l'enquête Emploi au niveau France métropolitaine.

Globalement cette nouvelle méthodologie permet de mieux capter les petits boulots, si ceux-ci ont fait l'objet d'une déclaration administrative. De ce fait, l'emploi au lieu de travail comme au lieu de résidence a été revu à la hausse dans l'ensemble des zones géographiques. Le nouveau calcul a donc entraîné la production d'une nouvelle série de taux de chômage localisés. Ces révisions n'affectent que le niveau des taux de chômage localisés, mais en aucun cas leur évolution.

* Avertissement concernant les données sur les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi... En particulier, à compter du 1^{er} juin 2009, les dispositions relatives aux nouvelles obligations de recherche d'emploi des bénéficiaires du RSA et à leur accompagnement par le service public de l'emploi sont susceptibles d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Depuis février 2009, les données sur les demandeurs d'emploi sont présentées selon de nouveaux regroupements (catégories A, B, C, D, E). Les données correspondant aux anciennes catégories (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8) sont présentées, pour une période transitoire.

LOGEMENTS

La construction de logements résiste grâce aux programmes collectifs

Au niveau régional, les mises en chantier* du troisième trimestre s'accroissent de 15,5 % par rapport au deuxième trimestre 2011 et compensent en partie le recul enregistré au trimestre précédent. Cette bonne orientation est due à la mise en œuvre de programmes collectifs dans la plupart des départements, hormis la Vienne. Le volume des nouveaux chantiers, tous logements confondus, reste néanmoins en retrait par rapport à celui observé au troisième trimestre de 2010 (-9 %). En année glissante, sur les quatre derniers trimestres, les mises en chantier de logements ordinaires sont toutefois stables dans la région (+0,2 %). Elles laissent augurer une activité 2011 au moins égale à celle de 2010. Les perspectives France entière sont plus optimistes, en année glissante, les ouvertures de travaux gagnent 18,2 %.

En Charente-Maritime, département qui représente près de 45 % des logements commencés, les mises en chantier ont augmenté de 5,9 % par rapport au trimestre précédent. La Vienne est le seul département où le démarrage de chantiers est orienté à la baisse (-19,9 %). Dans les deux autres départements, les évolutions sont très marquées (+39,7 % en Charente, +66,4 % dans les Deux-Sèvres), entraînées par de nombreux démarrages de travaux de logements collectifs.

Les perspectives d'activité, qui sont subordonnées aux autorisations de construire**, laissent entrevoir un troisième trimestre très correct. Les autorisations ont crû de 4,6 % par rapport au deuxième trimestre et de 2 % relativement au troisième trimestre de 2010. Ce bon trimestre vient conforter les perspectives globales d'activité qui, ramenées en année glissante, évoluent à la hausse (+13,2 %) dans la région. Le Poitou-Charentes reste donc proche de la tendance nationale (+11,7 %).

Les autorisations de construire ont été alimentées par de nombreux projets de logements collectifs situés principalement en Charente et en Charente-Maritime. Au niveau régional, les permissions pour ce type de logement se sont développées en continu sur l'année 2011, sauf dans les Deux-Sèvres qui enregistrent un recul de 16 % en année glissante. Au total, si l'on considère les volumes autorisés en Poitou-Charentes, ils se seront accrus de 34 % en année glissante.

*Mises en chantiers ou logements commencés, hors résidences pour personnes âgées ou étudiants et résidence de tourisme

** Logements autorisés, hors résidences pour personnes âgées ou étudiants et résidence de tourisme

Maisons individuelles et appartements autorisés

(données brutes, date de prise en compte)

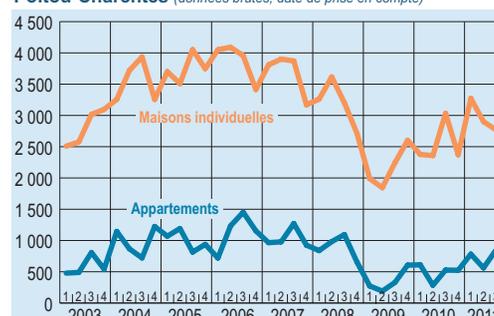
Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2003



Sources : DRE - Sit@del2

Maisons individuelles et appartements autorisés en Poitou-Charentes

(données brutes, date de prise en compte)

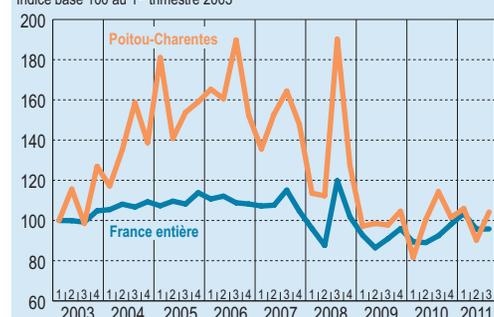


Sources : DRE - Sit@del2

Maisons individuelles et appartements commencés

(données brutes, date de prise en compte)

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2003



Sources : DRE - Sit@del2

En savoir plus sur les séries statistiques

Les résultats publiés sont issus de la base de données Sit@del2. Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales du ministère et par les communes instructrices. Les résultats sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Les chiffres publiés portent sur le nombre de logements ordinaires (hors logements en résidence), au sein desquels, on distingue les logements individuels (maisons) et les logements collectifs (appartements). Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte, et sont comptées à part des séries diffusées dans cette publication. Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISES

Les créations totales d'entreprises (y compris auto-entrepreneurs) dans la région sont en baisse de 8,3 % au troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre. La baisse est plus marquée au niveau régional qu'au niveau France entière où elles ne cèdent que 4,3 %. Pour la région, l'évolution en glissement annuel (relativement au 3^e trimestre 2010) montre un affaiblissement plus fort (-13,8 %).

Moins de créations durant l'été 2011

Les statistiques de création, enregistrées localement pour le dernier trimestre, fléchissent la tendance de moyen terme. En année glissante, sur une période de quatre trimestres, une diminution de 15 % est observée. Dans cette conjoncture moins créatrice d'entreprises, les deux départements charentais (-14 % en année glissante) s'en sortent relativement mieux que les Deux-Sèvres ou que la Vienne pour lesquelles les baisses sont davantage marquées (respectivement -16 % et -18 %).

Hors auto-entrepreneurs, la création d'entreprises régionales est moins morose. Même si les résultats du troisième trimestre sont peu encourageants, avec une diminution des naissances de 9 % par rapport au deuxième trimestre, la tendance annuelle (en année glissante) reste orientée à la hausse : +6 %. Au niveau national le constat n'est pas aussi favorable, les créations hors auto-entrepreneurs déclinent de 1,4 %.

Entre le deuxième et le troisième trimestre de 2011, les créations d'entreprises picto-charentaises (y compris auto-entrepreneurs) se situent à la hausse, de façon surprenante, dans l'industrie (+11 %), plus particulièrement l'industrie manufacturière. Également, les sociétés du secteur de l'informatique et

des communications ont eu le vent en poupe (+6 %). Les autres secteurs d'activités présentent des reculs plus ou moins forts. Dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, les créations fondent de 22 %. Dans le secteur traditionnellement le plus porteur en nombre d'entreprises, le commerce et la réparation d'automobiles, le déficit de créations atteint 13 %.

Actuellement, en année glissante, pour le Poitou-Charentes, seuls le secteur des activités financières et d'assurances (+14 %) ainsi que celui des activités immobilières (+15 %) parviennent à dépasser les créations de la période précédente.

mais un recul apparent et salutaire des défaillances d'entreprise

Dans la région Poitou-Charentes, le nombre d'entreprises (294 unités) ayant fait l'objet d'un jugement en liquidation ou en règlement judiciaire est en forte baisse (-27 % en données CVS) entre le deuxième et le troisième trimestre 2011. En année glissante, le nombre de jugements suit également la même tendance, mais avec une intensité moindre (-7 %). On observe sensiblement le même phénomène au niveau France entière.

Données CVS-CJO

Les données brutes sont les données observées. Afin de pouvoir comparer le nombre de créations et de défaillances entre différents trimestres, le nombre de créations et de défaillances d'entreprises de chaque trimestre est corrigé des variations saisonnières (CVS) et des jours ouvrables (CJO) via la procédure X12-Arima du logiciel SAS.

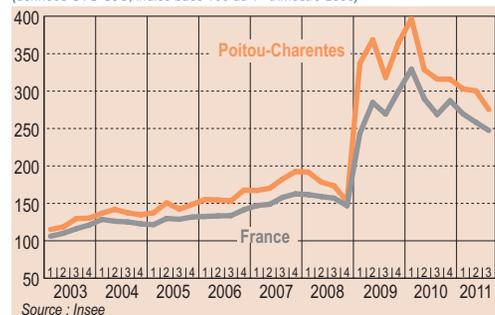
Définition

Une entreprise est dite défaillante lorsqu'à la suite d'un dépôt de bilan, un jugement d'ouverture de redressement judiciaire est ouvert à son sujet, ce qui ne présage en rien du résultat de cette procédure. Une défaillance d'entreprise n'aboutit pas automatiquement à une cessation. L'évolution du nombre de défaillances n'est donc qu'un simple indicateur de la santé économique d'un secteur. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie (entre 10 % et 20 %), variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations d'entreprises.

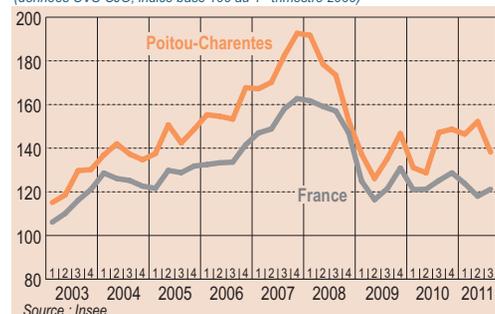
Avertissement

L'Insee publie, depuis août 2009, le nombre cumulé de créations d'entreprises réalisées sous le régime de l'auto-entrepreneur depuis janvier 2009. Ce régime ayant été mis en place début 2009, les auto-entrepreneurs sont incorporés aux statistiques de créations d'entreprises depuis la publication portant sur le premier trimestre 2009. Toutefois, le modèle de désaisonnalisation de la série des créations est perturbé par le choc que constitue l'arrivée des auto-entrepreneurs dont on ignore le profil saisonnier. Par conséquent, seule la composante « hors auto-entrepreneurs » est désaisonnalisée. On lui ajoute le nombre brut de créations sous le régime de l'auto-entrepreneur.

Créations d'entreprises y compris auto-entrepreneurs (données CVS-CJO, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)

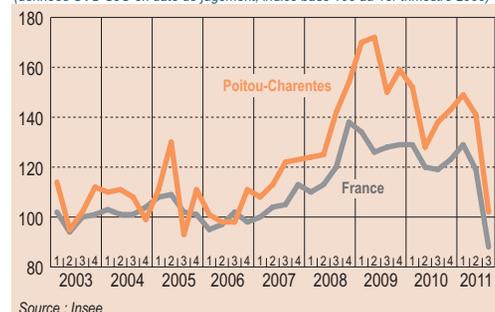


Créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs (données CVS-CJO, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)



Défaillances d'entreprises

(données CVS-CJO en date de jugement, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)



COMMERCE EXTÉRIEUR

Le solde du commerce extérieur de la région enregistre une légère dégradation ce trimestre. Par rapport au trimestre précédent, les exportations reculent de 1,5 % tandis que les importations progressent de 2 %.

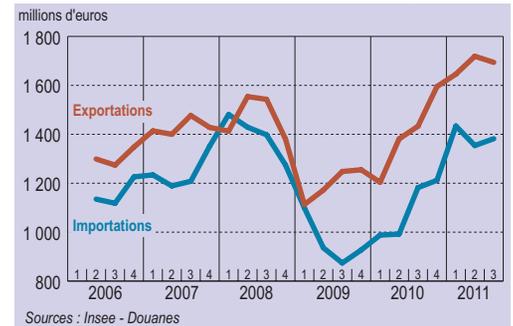
Un léger fléchissement des exportations face à un regain des importations

Les performances des entreprises régionales à l'exportation ne sont pas pour autant moindres. L'année 2011 consacre le retour à une dynamique qu'avait amputés la crise de 2008 et 2009. En année glissante, les exportations enregistrent une croissance importante (+26 %) entraînées par la bonne tenue des produits agricoles (+51 %) et des boissons (+20 %).

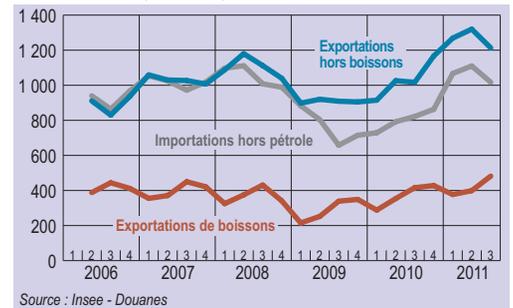
Entre le deuxième et le troisième trimestre, la valeur des exportations régionales de boissons (principalement le cognac) progresse de 21 %. L'accroissement des exportations de la production emblématique de la région Poitou-Charentes permet de masquer en partie l'ampleur du recul des exportations des autres secteurs d'activité pour ce trimestre. Hors boisson, ces exportations fléchissent de 8,2 %. Les produits de la culture et de l'élevage (produits agricoles) qui constituent le traditionnel deuxième poste des exportations de la région sont à la peine au troisième trimestre 2011. Les livraisons à l'étranger se réduisent de 16,7 % par rapport au deuxième trimestre.

Les importations locales ont été dopées par les entrées de produits pétroliers raffinés qui s'accroissent en valeur de 49 % entre les deux derniers trimestres.

Le commerce extérieur du Poitou-Charentes (données brutes)



Exportations hors boissons et importations hors pétrole du Poitou-Charentes (données brutes)



Cependant, hors produits pétroliers, les importations se contractent de 8,3 %. Les achats à l'étranger de produits chimiques de base, de produits azotés, de matières en plastiques et en caoutchouc synthétique (poste C19Z) se sont particulièrement bien portés ce trimestre (+6,3 %).

TOURISME

Les années se suivent et ne se ressemblent pas. Après un second trimestre très prometteur, le troisième s'est révélé moins favorable qu'espéré. La fréquentation hôtelière régionale de l'été 2011 a été proportionnellement moins élevée qu'au printemps 2011 (-2,5 % d'un trimestre à l'autre en données CVS).

La météo de l'été a quelque peu ralenti la fréquentation des hôtels

La météorologie explique en partie la situation. Cette année, après un printemps estival, un été maussade, voire automnal, a suivi. La saison estivale 2011 est cependant loin d'avoir été catastrophique. Le nombre de nuitées montre une progression sensible par rapport à 2010 : +5,1 % entre le 3^e trimestre 2011 et le 3^e trimestre 2010.

On note surtout une certaine désaffection des clients étrangers pour les infrastructures hôtelières picot-charentaises. Le nombre de leurs nuitées diminue de 2,6 % (en données CVS) par rapport au deuxième trimestre. Cette moindre fréquentation touche de façon variable les départements, -13,3% en Charente, -5,6% en Vienne, tandis que Charente-Maritime et Deux-

Nombre de nuitées dans les hôtels du Poitou-Charentes (données CVS)



Sèvres restent stables. Sur la région, la fréquentation constatée entre les troisièmes trimestres de 2011 et 2010 décroche de 3,2 %.

En matière de tourisme régional, la situation diffère sensiblement suivant la localisation des hôtels et la saison considérée. Durant l'été, les hôtels charentais ont été plus remplis (+1,8 % sur le trimestre précédent), tandis que les autres affichaient des fréquentations bien moindres (-2 % en Charente-Maritime, -1 % dans les Deux-Sèvres, et -2,8 % dans la Vienne).

INDICATEURS TRIMESTRIELS

En données corrigées des variations saisonnières (CVS)	Poitou-Charentes			France métropolitaine	
	T3 2011	Évolution trimestrielle (T3/T2) en %	Glissement annuel (T3 2011/T3 2010) en %	Évolution trimestrielle (T3/T2) en %	Glissement annuel (T3 2011/T3 2010) en %
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (Sources : Insee, Urssaf)					
Tous secteurs	370 944	- 0,1	+ 0,8	- 0,2	+ 0,9
dont industrie	92 286	+ 0,3	+ 0,7	- 0,2	- 0,0
construction	40 038	- 1,0	- 1,4	- 0,6	- 0,8
commerce	78 161	- 0,3	+ 0,5	- 0,3	+ 0,6
services (y c. intérim)	160 459	+ 0,0	+ 1,6	- 0,2	+ 1,7
Emploi intérimaire (Source : Insee)					
Contrats en cours (5 derniers jours)	15 204	- 2,4	+ 1,4	- 2,7	+ 3,5
Taux de chômage ⁽¹⁾ (Source : Insee, données révisées)					
	8,9 %	+ 0,2 pt	- 0,1 pt	+ 0,2 pt	- 0,1 pt
Demandeurs d'emploi en fin de mois (Sources : DIRECCTE, Dares, Pôle emploi)					
Catégorie A	68 945	+ 1,0	+ 1,7	+ 2,2	+ 3,0
Catégories A, B, C	114 338	+ 1,5	+ 4,0	+ 1,8	+ 4,5
Construction neuve, données brutes (Sources : Insee, DREAL)				France entière	
Logements autorisés	3 620	+ 4,6	+1,7	+ 11,4	+ 12,0
Logements commencés	2 702	+ 15,5	- 8,9	+ 2,1	+ 10,4
Créations d'entreprises ⁽²⁾ (Source : Insee)					
Tous secteurs	2 843	- 8,3	-12,8	- 4,3	- 8,0
dont industrie (BE)	206	+ 11,4	-9,6	+ 1,8	- 15,1
construction (F)	464	- 2,7	-9,4	- 5,5	- 7,1
commerce (G)	634	- 13,0	-11,8	- 11,4	- 8,3
activités des services (MN)	452	- 4,2	-14,7	- 5,9	- 10,7
hébergement et restauration (I)	137	- 21,7	-26,3	- 11,3	- 4,3
Commerce extérieur données brutes (Sources : Insee, Douanes)					
Exportations (millions d'euros)	1 694	- 1,5	+ 24,5	- 5,5	+ 4,9
Importations (millions d'euros)	1 382	+ 2,0	+ 16,9	- 5,8	+ 7,3
Hôtellerie (Sources : Insee, direction du tourisme - CRT - 4CDT)					
Nombre de nuitées (en milliers)	1 133	- 2,2	+ 5,1		
dont étrangères	151	- 2,6	- 3,2		

(1) Taux de chômage localisé pour la région et taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine

(2) les créations d'entreprises par activité sont désormais présentées en nomenclature agrégée "NA", fondée sur la NAF révision 2 entrée en vigueur le 1er janvier 2008.

En données corrigées des variations saisonnières (CVS)	Charente		Charente-Maritime		Deux-Sèvres		Vienne	
	T3 2011	Évol. trim. (T3/T2) en %	T3 2011	Évol. trim. (T3/T2) en %	T3 2011	Évol. trim. (T3/T2) en %	T3 2011	Évol. trim. (T3/T2) en %
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (Sources : Insee, Urssaf, Dares)								
Tous secteurs	75 255	+ 0,1	116 141	- 0,3	88 719	- 0,1	90 830	- 0,1
dont industrie	24 856	+ 1,1	22 171	- 0,7	23 054	- 0,1	22 205	+ 0,6
construction	7 524	- 0,4	14 234	- 1,4	9 188	- 1,2	9 092	- 0,6
commerce	16 545	- 0,1	28 470	- 0,3	15 411	- 1,3	17 735	+ 0,3
services (y compris Intérim)	26 329	- 0,5	51 266	+ 0,2	41 066	+ 0,7	41 798	- 0,5
Taux de chômage localisé (Source : Insee, données révisées)								
	9,6 %	+ 0,2 pt	9,9 %	0,0 pt	7,1 %	+ 0,2 pt	8,3 %	+ 0,1 pt
Demandeurs d'emploi en fin de mois (Sources : DIRECCTE, Dares, Pôle emploi)								
Catégorie A	15 168	+ 0,7	26 580	- 0,4	11 738	+ 2,8	15 459	+ 2,5
Catégories A, B, C	24 833	+ 3,2	42 315	+ 0,2	20 593	+ 2,4	26 547	+ 1,4
Créations d'entreprises (Source : Insee)								
Tous secteurs	532	- 9,7	1 257	- 10,9	436	- 7,0	619	- 1,9
Hôtellerie (Sources : Insee, direction du tourisme - CRT - 4CDT)								
Nombre de nuitées (en milliers)	112	+ 1,8	538	- 2,0	103	- 1,0	380	- 2,8
dont étrangères	13	- 13,3	73	0,0	13	0,0	51	- 5,6

Pour tout renseignement statistique

www.insee.fr/poitou-charentes

insee-contact@insee.fr

09 72 72 4000 (prix d'un appel local)
du lundi au vendredi de 9 h à 17 h



Insee Poitou-Charentes
5 rue Sainte-Catherine - BP 557
86020 Poitiers Cedex
Tél : 05 49 30 01 01
Fax : 05 49 30 01 03
sed-poitou-charentes@insee.fr

Directeur de la publication : Didier Blaizeau
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Ferret